

Mots. Les langages du politique

76 (2004)

Guerres et paix. Débats, combats, polémiques

Galit Haddad

La querelle du « défaitisme » en 1917

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Galit Haddad, « La querelle du « défaitisme » en 1917 », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 76 | 2004, mis en ligne le 21 avril 2008. URL : <http://mots.revues.org/2183>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions

<http://mots.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/2183>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

Galit HADDAD¹

La querelle du « défaitisme » en 1917

« Ni trahison ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre », a proclamé le nouveau président du Conseil, Georges Clemenceau, dans sa déclaration ministérielle en novembre 1917. Cette déclaration faite devant la Chambre des députés annonçait la guerre à outrance contre l'« ennemi intérieur » : les pacifistes et antimilitaristes du mouvement ouvrier. Elle a entraîné de leur part une polémique farouche contre Clemenceau et sa « méthode » de répression à l'encontre de tout discours ou acte d'opposition.

Les pacifistes que Clemenceau attaque dans son discours ne sont pas les destinataires explicites de son intervention parlementaire, de même que Clemenceau n'est pas le destinataire direct des tracts contestataires. Néanmoins, la dimension interactionnelle qui préside à la polémique entre un procureur et des inculpés est bien présente, et modère l'échange en profondeur. Si la parole du président du Conseil peut être étudiée en soi, comme toute intervention parlementaire, la polémique lancée par les milieux pacifistes ne peut être comprise en dehors des propos politiques de Clemenceau, auxquels elle entend répliquer. Dans cette visée, la parole des pacifistes met en scène une attaque qui est aussi, simultanément, une autodéfense. Elle constitue un « discours disqualifiant, c'est-à-dire qu'il attaque une *cible* » et « met au service de cette visée pragmatique dominante – discréditer l'adversaire, et le discours qu'il est censé tenir – tout l'arsenal de ses procédés rhétoriques et argumentatifs » (Kerbrat-Orecchioni, 1980, p. 12).

En outre, le dispositif discursif est rendu plus complexe par le fait que, dès le départ, les positions des instances de locution ne sont pas équivalentes. D'un côté, un discours institutionnel, prononcé par un orateur dont le droit à la parole relève de son autorité politique, un détenteur du *skeptron* (Bourdieu, 2001, p. 163). De l'autre côté, une communauté discursive minoritaire, marginale, taxée de « défaitisme », qui recourt à des genres clandestins ou semi-clandestins pour donner la réplique aux « jusqu'au-boutistes ». Dans ces conditions, leur discours n'a pas la possibilité de pénétrer dans la sphère publique, si l'on

1. Université de Tel-Aviv – galitha@wanadoo.fr

excepte les interventions des parlementaires socialistes à la Chambre – mais là aussi, leur influence est minime. La parole de Clemenceau est celle qui a acquis une « visibilité » publique, ce qui contribue à enraciner dans les esprits le péril représenté par les défaitistes. La polémique des pacifistes demeure au contraire dans l'ombre. L'objectif ici est d'examiner les modalités argumentatives que mettent en place les pacifistes dans leur polémique contre Clemenceau afin de s'opposer à ses mesures répressives, de défendre leur position et de se réhabiliter en dissociant leur nom de l'image péjorative que projette sur eux l'appellation de *défaitistes*. Il s'agit de dégager les techniques verbales dont usent les pacifistes dans une entreprise persuasive qui prend l'allure d'une lutte à outrance contre la personne même de Clemenceau, et de montrer pourquoi et comment ils font de la querelle sur le terme de *défaitisme* un aspect central du débat.

La guerre sur le front intérieur : le discours de Clemenceau

Le motif d'une recrudescence des poursuites contre l'opposition pacifiste est à chercher dans les nouvelles conjonctures politiques et militaires qui modulent le discours officiel dans lequel se forge un « ennemi » jusque-là moins « visible » dans la sphère publique. Clemenceau, qui devient président du Conseil en novembre 1917, trouve à son arrivée une nation dont le moral s'est considérablement affaibli et dont, à partir d'avril, le désir de paix a pris « une ampleur sans précédent » (Duroselle, 2002, p. 199). Cette baisse du moral a encouragé à l'arrière une activité plus intense du pacifisme ainsi que des grèves ouvrières dans les usines, marquant une « rupture des consensus initiaux », « nettement battus en brèche au terme de l'année 1917 » (Audoin-Rouzeau et Becker, 1998, p. 96).

Le 20 novembre, Clemenceau prononce devant la Chambre des députés sa première déclaration officielle où il ravive l'attitude jusqu'au-boutiste d'août 1914 afin d'éliminer les doutes et les signes de découragement. Son discours ne produit pas une nouvelle vision de la politique de guerre, mais affermit celle qui reste en vigueur depuis le début des hostilités. Son projet est décisif : « Quand vous me demandez mes buts de guerre, je vous répons : mon but, c'est d'être vainqueur » (cité par Becker, 1998, p. 80). Il situe au cœur de son intervention la lutte contre les agitateurs antimilitaristes et pacifistes en fondant son argumentation sur des prémisses puisées dans un répertoire patriotique qui comprend les mots clés du corpus de la *culture de guerre*².

2. Pour la notion de *culture de guerre*, voir S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, 1997, « Violence et consentement : la culture de guerre du premier conflit mondial », J.-P. Rioux et J.-F. Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, p. 251-271.

Clemenceau opère une distinction entre deux catégories de citoyens : les combattants qui remplissent leur *devoir* sur le champ de bataille, et les civils sur le front intérieur à qui il incombe de remplir un devoir civique, à savoir soutenir les combattants. Cette affirmation sous-entend qu'il existe des citoyens dont le comportement, en opposition avec les valeurs consensuelles, ébranle le moral des soldats français. Bien que les choses soient dites succinctement, cette parole annonce « officiellement » la guerre contre les milieux d'opposition du mouvement ouvrier :

Plus de campagne pacifiste, plus de menées allemandes. Ni trahison ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre. *Nos armées ne seront pas prises entre deux feux.* La justice passe. (Cité par Becker, 1998, p. 79, je souligne)

Quelques mois avant cette intervention, le 22 juillet 1917, Clemenceau, qui était sénateur, avait prononcé devant le Sénat un violent réquisitoire contre les milieux pacifistes dans le mouvement ouvrier. C'est dans cette intervention que Clemenceau a mis en évidence la thèse qui impute au pacifisme la responsabilité des désordres et des crises dans l'armée ainsi qu'à l'arrière. En reprochant à Malvy, le ministre de l'Intérieur, de n'avoir pas poursuivi les militants socialistes révolutionnaires, et surtout les anarchistes dont le nom figurait dans le « carnet B », il a rouvert un dossier clos au moment de l'Union sacrée et a désigné publiquement un bouc émissaire identifiable et discernable censé ébranler la ténacité de la nation. Dans une optique propagandiste, il est important que cette parole prononcée au Sénat ne soit pas demeurée confidentielle. Dans ce cas, Clemenceau a insisté pour ne pas « instituer ce débat en Comité secret afin que la Nation connût la vérité sur les menées pacifistes et le défaitisme » (Castex, 1998, p. 177). Qui plus est, il l'a reproduit dans son édition de *L'homme enchaîné* sous la forme d'une mince brochure intitulée *L'antipatriotisme devant le Sénat*. La résolution de diffuser cette intervention n'est pas innocente : elle contribue à faire passer le pacifisme du stade de « concept » à celui de « fait » réel accompagné dans l'esprit public de preuves solides. Dans une perspective discursive, le discours de juillet 1917 a fourni sa plate-forme à l'intervention du 20 novembre 1917. La circulation du discours ancre dans les esprits l'idée d'un danger tangible à l'intérieur du pays.

Lutter contre le Tigre : la «brutalisation» de la parole contre la guerre

Le mouvement ouvrier commence à réagir contre le Tigre. Les oppositionnels les plus actifs dans la diffusion d'une propagande sont le Comité pour la reprise des relations internationales, en particulier les syndicalistes zimmerwaldiens ainsi que le Comité de défense syndicaliste. N'oublions pas qu'il s'agit d'un milieu d'opposition qui réclame «paix sans annexions et sans indemnités», mettant sur un pied d'égalité, surtout après la révolution russe, les termes de «paix» et de «révolution». La spécificité de cette protestation contre la guerre réside dans sa marginalité et son caractère minoritaire. Elle n'est pas uniquement une idéologie de paix, elle est aussi une pratique *dissidente* d'individus en posture sociale marginale et non conformiste. Le marginal «ne l'est pas seulement en fonction de faits objectifs, il l'est ou pas dans son esprit ou dans le regard des autres» (Becker, 2001, p. 57). En 1917, les discours des opposants deviennent plus agressifs dans leurs modalités d'expression; un facteur d'accentuation de cette dimension réside dans l'hostilité et la menace auxquelles sont en butte les auteurs du discours protestataire. La parole pamphlétaire, comme l'a noté Marc Angenot, «est d'autant plus agressive sans doute que le pamphlétaire se sent envahi, menacé et impuissant» (1982, p. 249).

C'est que la répression va bien au-delà d'un contrôle des manuscrits «interdits»: elle n'hésite pas à poursuivre les auteurs responsables de la propagande subversive. Cette répression verbale et physique fait partie de la *brutalisation* caractéristique de la Grande Guerre. Le concept de *brutalisation* a été forgé par l'historien américain George L. Mosse³ qui a mis le doigt sur une violence extrême jusque-là inconnue des Européens. Or cette violence ne s'est pas bornée aux champs de bataille: elle s'est inscrite fortement dans le discours, si bien que la brutalisation a également envahi l'«esprit» des individus. Le langage est en quelque sorte militarisé par l'usage de modalités d'expression agressives, parfois d'une grande virulence. Cette violence verbale s'étend à l'ennemi qui menace la nation de l'intérieur. De même qu'au début de la guerre (suite aux atrocités allemandes) s'est forgé un glossaire de termes agressifs assimilant l'Allemand au «barbare», à la «bestialité», à la «brute», etc., de même se

3. G. L. Mosse, 1990, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford, Oxford University Press. Traduction française: *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, préface de S. Audoin-Rouzeau, Paris, Hachette, 1999.

met en place à cette époque un répertoire de termes disqualifiants pour caractériser l'adversaire intérieur et le désigner comme un « danger » pour la nation.

La dénonciation de la politique de répression menée par le Tigre contre les pacifistes constitue un aspect inhérent du discours d'opposition du mouvement ouvrier. On est face à un phénomène nouveau dans la protestation pacifiste, où le combat à outrance des militants est mené, non plus contre le gouvernement qui représente la politique de l'Union sacrée, mais contre celui qui la dirige. L'attaque ciblée contre le président du Conseil dans les écrits pacifistes est sans précédent. Elle devient une partie inhérente de la polémique, et telle qu'aucun président avant lui n'en avait connue⁴.

Dans les discours protestataires des milieux prolétaires, la polémique s'en prend à tout ce qui, dans le caractère personnel du président, permet de le disqualifier. En termes rhétoriques, elle use d'arguments *ad hominem* qui parfois dérapent en arguments *ad personam* (Amossy, 2000, p. 129-130). La spécificité de la polémique dépasse la disqualification des arguments de l'adversaire pour s'étendre à la critique de ses actes. Et puisque les auteurs de ces écrits pacifistes sont la cible de la répression, la polémique devient particulièrement virulente. Ces circonstances expliquent la concentration des attaques contre une personnalité bien ciblée, et non pas uniquement contre le point de vue idéologique qu'elle représente.

Ainsi, par exemple, le recours même au surnom de Tigre lancé en 1906 suite à une querelle entre Clemenceau et son collaborateur à *L'Aurore*, Émile Buré⁵, est utilisé dans la polémique avec une coloration encore plus défavorable. Mobilisée dans la polémique, la métaphore acquiert une dimension agressive qui peint un être cruel, impitoyable, s'en prenant directement à la personne de l'opposant. Un article intitulé « Le Tigre et la classe ouvrière » et publié dans

4. L'attitude de Clemenceau à l'égard du mouvement ouvrier a produit le terme *clemencisme* (Becker, 1998, p. 84). Il faut noter toutefois que l'hostilité envers la personne de Clemenceau n'est pas complètement le produit de cette guerre : il existe une histoire préalable de la méfiance entre Clemenceau et le mouvement ouvrier français. On trouve ainsi un riche arsenal d'appellations de Clemenceau, lesquelles relèvent de ses rapports anciens avec les dirigeants de la CGT. Sans doute, à l'époque de l'affaire Dreyfus, Clemenceau était-il réputé comme un « dreyfusard farouche, le radical à tendance libertaire » (J. Juillard, 1965, cité par Becker, ouvr. cité, p. 39). Cependant, lorsqu'il devient président du conseil en 1906, la presse syndicaliste ne cesse de le qualifier en termes insultants : « Césarion », le « dictateur », la « bête rouge », le « monstre », « l'empereur des mouchards », le « sinistre de l'Intérieur ». La rivalité s'intensifie et « dans la nuit du 2 au 3 juin 1908, le Comité confédéral de la CGT fait placarder sur les murs de Paris une affiche intitulée « Gouvernement d'assassins », qui dénonce « Clemenceau-le-tueur » : « Les lois n'existent plus pour cet être sanguinaire » (*ibid.*).

5. « J'ai cru voir un tigre » a-t-il dit par rapport à cette querelle (Duroselle, 1994, p. 321).

*Les voix qu'on étrangle*⁶, constitue une déclaration de guerre contre Clemenceau :

Ce n'est pas le Tigre qui fera trembler la classe ouvrière. [...] Aux actes de violence ou de répression qu'il pourrait prendre contre la direction des organisations ouvrières, nous répondrons : présent, contre lui et la clique réactionnaire. [...] La classe ouvrière ne craint pas l'arrivée de Clemenceau au pouvoir, car de son attitude dépendra notre action, qui ne restera pas vaine, malgré ses cris de fauve. (Article signé par Marcel Salaun)

Une autre stratégie pour mettre en cause la personnalité du président consiste non pas à l'attaquer directement, mais à présenter un répertoire de citations prononcées par le passé, dans la période où il affichait des positions proches de la gauche radicale. Cette modalité polémique est très courante dans les tracts et brochures contre la guerre où l'on trouve aussi d'autres noms, comme Jouhaux, Hervé, Briand. Le recours au discours rapporté permet ici d'opposer les positions passées et présentes d'un même individu afin de le mettre en contradiction avec lui-même et de le discréditer. Elle fait émerger une autre représentation de la personne de l'opposant qui semble en accord avec la position que ses contradicteurs veulent transmettre. En ce qui concerne Clemenceau, les citations sont des extraits auxquels leur reproduction en temps de guerre et leur insertion dans un rapport pacifiste clandestin confèrent une dimension polémique supplémentaire. Voici quelques fragments mis en valeur par les auteurs d'une brochure intitulée *Rapports* (novembre 1917) lancée par le Comité de défense syndicaliste :

L'État, je le connais, il a une longue histoire, toute de meurtre et de sang. Tous les crimes qui se sont accomplis dans le monde, les massacres, les guerres, les manquements à la foi jurée, les bûchers, les supplices, les tortures, tout a été justifié par l'intérêt de l'État, par la raison d'État.

[...] Je suis l'ennemi de l'État omnipotent, souverain maître de l'humanité. (Discours prononcé au Sénat le 17 novembre 1903)

Dans une démocratie, la raison d'État n'est qu'une contradiction, un vestige du passé. (Procès Zola, plaidoirie)

Il ressort de ces fragments l'image d'un gauchiste, voire d'un libertaire, une représentation qui semble bien loin du vieux président qui veut mener la guerre jusqu'au bout. Au-delà des modalités argumentatives courantes de la protestation pacifiste comme la mise en doute du consentement politique et les

6. On peut trouver les sources mentionnées dans cet article chez A. et Ch. Sowerwine, 1985, *Le mouvement ouvrier français contre la guerre, 1914-1918, la protestation syndicale*, Paris, EDHIS.

principes de la défense nationale, ou la dénonciation farouche des socialistes et syndicalistes « collaborateurs » du gouvernement bourgeois, un nouvel aspect de la polémique surgit vers la fin de l'année 1917, que l'on peut résumer par la question suivante : qui est le véritable défaitiste en France ?

L'identité du « vrai défaitiste »

Un débat particulièrement vif se développe autour des notions de *défaitisme* et de *défaitiste* qui acquièrent une grande visibilité vers la fin de l'année 1917 dans la presse française. Le terme de *défaitisme* ne fait pas référence à un épisode du passé, à une mémoire collective dans l'histoire : il est bel et bien un produit lexical de la Grande Guerre. Le bagage d'images et d'analogies qui y sont associées relève directement du conflit contemporain. Bien qu'il s'agisse d'une période relativement courte pour l'évolution terminologique d'un concept, le sens de *défaitisme* ne demeure pas immobile dans l'imaginaire social.

Une étude détaillée de l'évolution lexicographique du terme nous est proposée par Catherine Slater (1981), qui l'esquisse depuis son apparition en Russie jusqu'à sa pénétration dans la langue française. Selon les différents dictionnaires, ce mot tire son origine de la langue russe où il apparaît comme un néologisme tiré du français. Mais il n'y a pas d'unanimité à propos de la date de son apparition dans la langue française. Le *Robert* indique en 1915 : « Mot forgé en français et en russe par un écrivain russe » ; dérivé de *défaite*. Fred Kupferman (1974), qui est un des seuls qui a examiné la question du terme dans son contexte historique, note dans son article que le terme « devient d'usage courant vers 1915 ». On ignore cependant sur quelles sources il s'appuie pour identifier cet « usage courant »⁷. Enfin, le *Trésor de la langue française (TLF)* indique l'année 1918.

Nous ne traiterons pas du problème de la date d'émergence du terme : ce qui nous importe ici, c'est sa signification telle qu'elle se construit dans la polémique. Il s'agit d'envisager comment il acquiert sa « visibilité » dans le langage et dans quelle conjoncture il devient un argument en soi. Le dictionnaire *Robert* nous fournit la définition suivante : « Attitude de ceux qui ne croient pas à la victoire et préconisent l'abandon de la lutte, la cessation des hostilités ». Les concepts opposés au *défaitisme* que nous offre le dictionnaire, *confiance*, *patriotisme*, *résistance*, sont loin d'être inintéressants. On trouve dans le *TLF* :

7. C. Slater réfute aussi cette affirmation dans son travail.

Défaitisme :

1/ Opinion ou attitude de celui qui, dans un conflit, tend systématiquement à croire à la défaite, ou la souhaite et y contribue.

2/ Manque de confiance en soi de celui qui est persuadé que ses projets sont irrémédiablement voués à l'échec.

Défaitiste :

Relatif au défaitisme, à sa politique, à sa doctrine.

«*La force de résistance de la pensée défaitiste est bornée*» (Barrès, Cahiers, t. 11, 1914-1918, p. 225)

Emploi subst. :

1/ Personne qui, dans un conflit croit systématiquement à la défaite ou lutte pour elle, dans ses propos et dans ses actes.

2/ Personne qui se montre irrémédiablement très pessimiste, quant au succès d'une entreprise.

Selon Catherine Slater, le mot apparaît la première fois en France pour désigner les socialistes russes qui espéraient « la victoire de l'Allemagne parce que la défaite de la Russie entrainera la ruine du tsarisme »⁸. Le terme n'était pas employé à ce moment pour désigner des Français. Une étape importante de la cristallisation de la connotation défavorable du terme et de sa pénétration dans la langue est liée aux conférences internationalistes de Zimmerwald et Kienthal⁹. Les formules « Paix sans annexions, paix sans indemnités » et « Ni vaincus ni vainqueurs » qui signent leurs tracts sont interprétées comme une position idéologique de défaite. Le contact entre socialistes français et allemands dans les conférences de Zimmerwald et de Kienthal a contribué à leur réputation de collaborateurs illégitimes avec l'ennemi boche. L'assimilation entre zimmerwaldiens et « trahison » se concrétise après la conférence de Kienthal, au printemps 1916. Voici quelques exemples qui traduisent les réactions les plus extrémistes d'alors contre les pacifistes :

Action des zimmerwaldiens, dirigée et organisée de l'étranger [...]. (Edmonde Laskine, *Le Matin*, 12 avril 1916)

Ils sont allés en territoire neutre se concerter avec un groupe d'Allemands [...] auxquels les Raffin-Dugens, les Blancs, les Brizons vont tendre une « main fraternelle ». (*La libre parole*, 12 juin 1916)

Il serait temps que ce petit jeu de « trahison » finisse. La bêtise n'est pas une excuse suffisante [...]. (Signé par C., « Les trois instituteurs de Kienthal », *La libre parole*, 13 mai 1916)

8. M. Paléologue, 1922, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, Paris, Plon-Nourrit, vol. I, p. 174, cité par Slater, 1981, p. 53.

9. Pour les conférences de Zimmerwald et Kienthal, voir Kriegel, 1964.

Cependant l'affiliation du *défaitisme* avec les participants surnommés « zimmerwaldiens » est plus tardive, et date dans la presse nationaliste des mois qui précèdent la révolution russe. Réservé d'abord aux exilés russes qui préfèrent la défaite au maintien du régime tsariste, le mot *défaitisme* commence à désigner des mouvements extrémistes russes, surtout ceux qui soutiennent la position de Lénine (Slater, 1981, p. 56). Le sens original du terme lié aux socialistes russes disparaît à partir de l'été 1917. Suite aux conjonctures militaires et aux trahisons « réelles » perpétrées par des personnalités connues, le mot revêt une nouvelle dimension : de simple épithète qui désignait une position idéologique, il devient une notion qui désigne des malfaiteurs pacifistes collaborant avec l'ennemi. Il se construit dans les esprits, notamment chez les généraux, surtout après la crise des mutineries, la conviction qu'il y a « là nettement la main des agents allemands » (général Franchet d'Esperey, 30 mai 1917) ou qu'il y a « un mouvement occulté plus ou moins profond, venant de Paris surtout, qui cherche [...] à gagner les troupes et à les démoraliser » (général Duchêne)¹⁰. De même, on use plus fréquemment de qualifications comme *opinion défaitiste* ou *esprit défaitiste* dans les rapports du contrôle postal pour dénoncer des lettres dites subversives.

Le terme est tributaire d'un imaginaire social qui se nourrit en 1917 de faits réels. C'est en effet à ce moment qu'éclatent des affaires d'espionnage ou de complicité avec l'ennemi. Ces publications prennent une forme concrète ; il ne s'agit pas uniquement de soupçons mais de trahisons confirmées, telles l'affaire de Miguel Almeyda et du journal *Le bonnet rouge* et, plus tard, l'affaire Louis Malvy et Joseph Caillaux. Dans cette atmosphère, le terme *défaitiste* devient un vocable plus chargé qu'à n'importe quel autre moment du conflit, et suscite un débat dans les écrits d'opposition. Une équivalence s'instaure entre l'ennemi étranger et l'ennemi intérieur. Il est naturel que le terme « ennemi » entraîne le terme « guerre » sans distinction de son origine. Il est donc légitime de le combattre – comme le formule le président lui-même en mars 1918 devant la Chambre : « Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure, je fais la guerre ; politique extérieure, je fais la guerre » (je souligne).

Dans la même brochure *Les voix qu'on étrangle*, un article intitulé « Demi-traitres » fait référence à l'intervention du 20 novembre 1917 où Clemenceau a fermement proclamé son fameux : « Ni trahison ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre ». Le texte discute l'appellation de *demi-traitres* et offre une réplique directe à cette intervention :

10. Archives SHAT, série N, carton n° 298.

Clemenceau est au pouvoir. «*L'Homme enchaîné*» est devenu «*L'Homme libre*», mais il n'a pas brisé ses chaînes, il entend qu'elles servent à d'autres.

Ni trahison, a-t-il dit, et ceci est bien ; ni demi-trahison, a-t-il ajouté, et ceci est grave. Dans la grande nuit, créée soudain par cette formidable parole, les chacals impatients hurlent lugubrement. Demi-traitre à qui ? Demi-traitre à quoi ? Quels serments avons-nous reniés ? De quelle doctrine, de quel idéal sommes-nous les transfuges ?

Auquel d'entre nous pourrait-on appliquer l'antique formule de traître à son roi, traître à sa foi, traître à sa patrie ?

Un pivot du discours polémique consiste à insérer la parole adverse dans son propre discours afin de la réfuter. Ce sont ici les appellations calomniatrices appliquées aux militants pacifistes qui sont remises en cause. Cette technique entraîne une reconstruction d'image dont l'objectif est de réhabiliter les pacifistes et de justifier leur position. Puisque le terme *défaitisme*, associé à la trahison, à l'espionnage ou à une conspiration boche, « porte en germe une accusation »¹¹ dans l'imaginaire social, les auteurs pacifistes investissent un grand effort pour se distinguer de tout ce que charrie ce terme. Le projet n'est pas simple. Le locuteur doit effacer tous les traits qui désignent un acte illicite, un délit, quelque chose qui se fait en cachette :

Nous n'avons pas recherché l'ombre propice aux mauvaises actions, nous avons, au contraire, n'ayant rien à dissimuler, souffert d'y être rejetés par le pouvoir. Les événements imposent chaque jour un peu plus nos formules. Contre la vérité l'artifice ne peut rien.

L'auteur construit ici une image de bon Français, de patriote soucieux du sort de sa patrie. En face, il désigne ceux dont la politique de défense nationale mènera la France, non pas à la victoire, mais à la défaite et à la ruine. Ainsi s'effectue un renversement du terme *défaitiste* :

Mais l'expression « demi-trahison » n'a pas fait fortune. Sans doute par la réserve qu'elle renferme était-elle trop anodine. La presse bourgeoise a trouvé mieux : le « *défaitisme* ». Les gens graves et mesurés disent encore : le « *pacifisme* ».

Nous n'avons pas peur des mots. *Nous déclarons seulement que si être « défaitiste » c'est être partisan de la défaite de la France, nous ne sommes point défaitistes.* (Je souligne)

Une autre tactique pour redéfinir ce concept passe ainsi par la dénonciation de la politique menée au nom de la défense nationale :

Mais si être « défaitiste » signifie être adversaire des plans de conquête de nos annexionnistes avoués ou honteux, et des projets de restauration monarchique et cléricale de

11. F. Kupferman, 1974, « L'opinion française et le défaitisme pendant la Grande Guerre », *Relations internationales*, n° 2, p. 91-100.

la bourgeoisie bien pensante, *alors nous sommes résolument défaitistes* et il faut avouer que nous sommes en France un certain nombre. (Je souligne)

Dans cette affirmation, les locuteurs s'efforcent de prouver que leur idéologie est la seule qui puisse mener à une paix juste. Cependant, le but principal de la défense se focalise sur l'image des mauvais Français attachée au mot *défaitiste*. En d'autres termes, le point primordial est d'établir la thèse que, loin d'être l'ennemi intérieur de la France, ils sont, au contraire, plus soucieux du sort de leur pays que leurs adversaires. Ceux qui veulent continuer la guerre dirigent la nation vers une défaite.

La polémique maintient ainsi le sens négatif du terme, mais en l'appliquant à l'adversaire. La spécificité de cette stratégie est que l'argumentation progresse en s'appuyant sur les éléments discursifs mêmes dont use l'adversaire : il y a là une forme de réfutation qui n'invente pas de raisonnements nouveaux. En termes rhétoriques, il s'agit d'une technique dite de *rétorsion* où « la polémique se place, pour conduire son « attaque », sur le terrain même de l'adversaire. Elle combat contre lui en lui « arrachant » ses propres armes » (Angenot, 1982, p. 219). On ne tente pas de se débarrasser du terme de *défaitisme*, il devient au contraire la base sur laquelle s'effectue l'attaque :

Autrement dit, il se sert dans sa réplique des données, des axiomes et des concepts mêmes de l'adversaire. Il arrivera qu'il les reprenne réellement à son compte, mais souvent ce ne sera que par feinte, pour démontrer que, toutes choses égales, il est possible de démolir la défense adverse sans en changer les éléments. [...] Le polémiste renonce à « déplacer » le problème, il accepte de se placer sur le terrain même de l'antagoniste et c'est là qu'il l'accule à la contradiction. (*Ibid.*)

Il ne s'agit pas seulement de combattre une thèse, mais de renverser sur l'adversaire le bagage de stéréotypes et de représentations (Amossy, 1991 ; Amossy et Herschberg-Pierrot, 1997) attaché au terme de *défaitistes*. C'est dans cette perspective que l'article « La confusion impossible », rédigé par le zimmerwaldien Merrheim, indique que le terme *défaitisme* est un produit lexical fabriqué par les journaux des jusqu'au-boutistes, alors que ce sont eux les « vrais défaitistes » qui, « par bas calculs ou par suite de leur attitude antérieure n'ont cessé, depuis le premier jour de la guerre, « d'aider » à la défaite de la France ». Selon lui,

Les « défaitistes » sont ceux qui, épouvantés par l'ampleur de la catastrophe ont, dès la mobilisation, abdicé devant les forces déchaînées d'un nationalisme dégradant, propagateur de stupides calomnies, de mensonges bêtes, de haines impuissantes tueuses d'énergies.

[...] Les « défaitistes » sont ceux qui, profiteurs impudents et impunis de la guerre, n'ont vu dans la catastrophe mondiale qu'une merveilleuse occasion d'enrichissement. (*Ibid.*)

Tous ceux qui participent à la construction de la thèse nationaliste entrent dans la catégorie qu'ils ont forgée pour d'autres :

Alors eux, les « défaitistes » véritables, ils ont créé cette appellation nouvelle de « défaitisme » avec laquelle ils espèrent se débarrasser de tous ceux qui osent tenir tête à leur nationalisme « défaitiste ».

Ils crient au défaitisme pour détourner d'eux les responsabilités et la colère du peuple ouvrier qui ne tardera pas à leur demander compte de tous leurs mensonges et de leurs calomnies. (*Ibid.*, je souligne)

Un autre biais pour redéfinir la notion de *défaitisme/défaitiste* dans les écrits pacifistes consiste à distinguer ce terme de la notion de *pacifisme*. En 1918 s'ajoute une nouvelle étape sémantique : un lien étroit se crée dans la presse entre *pacifisme* et *défaitisme*, le premier devenant quasiment un synonyme du second. Cette juxtaposition terminologique mène les militants pacifistes à insister sur la distinction entre les deux termes, au sein d'une démarche qui constitue une partie inhérente de leur polémique. Ainsi le zimmerwaldien Merrheim, dans son article, réfute la synonymie des termes. Le *pacifisme* est une idéologie et ce sont les journalistes qui la qualifient de *défaitisme* en une assimilation intentionnelle comme dans « La volontaire confusion » de Séverine¹², dont le but est de faire un amalgame entre les militants pour la paix et ceux qui prennent le risque de causer la perte de la patrie.

En outre, ce qui est remarquable, c'est qu'en 1918 ce concept est utilisé dans d'autres sphères discursives, comme dans les interventions à la Chambre des députés par des socialistes qui s'en prennent à la politique menée par le gouvernement. Voici un extrait de l'intervention parlementaire du 10 janvier 1918¹³ qui prouve éloquemment la place qu'a acquise le terme dans le langage politique :

Aristide Jobert. Voici, à fin que la Chambre juge, ce que disait cet article supprimé du titre à la signature. Il est intitulé « *Les vrais défaitistes* ».

[...]

Allons-y donc puisqu'elle le veut.

12. Séverine (1855-1929) : pseudonyme de Caroline Rémy. « Elle dirigea *Le cri du peuple* de 1886 à 1888. En 1891, elle est la seconde femme acceptée au sein de l'Association des journalistes parisiens. Elle devient boulangiste puis collabore à *La libre parole* d'Edouard Drumont en 1892. Quittant *La libre parole* au moment de l'affaire Dreyfus, elle prend la défense du capitaine et poursuit son combat contre toutes les injustices. Elle adhère à la Ligue des droits de l'homme, au socialisme en 1918, rallie le communisme en 1921 » (*Who's Who xx^e 1900-2000*. Éd. Jacques La Fafitte, France, 2001, p. 1828-1829).

13. Cette intervention du 10 janvier 1918 a été reproduite dans *La Vague* du 5 janvier 1919 sous le titre « Les vrais défaitistes ».

Les vrais défaitistes je vais vous le dire. Les vrais défaitistes ce sont d'abord les misérables qui, avant la guerre, injuriaient basement et traitaient de prussiens les hommes clairvoyants qui tentaient d'éclairer les esprits sur la duperie de l'alliance franco-russe : ce sont les bandits qui ont armé le bras de l'assassin de notre grand Jaurès. (*Très bien ! Très bien ! Sur les bancs du parti socialiste.*)

[...]

Raffin-Dugens. Ces messieurs sont les alliés de M. Clemenceau.

Aristide Jobert. Les démoralisateurs et, par conséquent, les défaitistes, ce sont les Daudet, les Maurras et tous ceux qui, depuis le premier jour de la guerre, ont vu des espions et des traîtres partout et tenté de faire croire au peuple de France qu'on le vendait à jet continu.

[...]

Les démoralisateurs et par conséquent les défaitistes, ce sont les menteurs qui ont clamé partout que la France ne s'était pas préparée à la guerre alors qu'aucune nation du monde n'avait autant dépensé par tête d'habitant, pour se mettre en mesure de résister à une agression. (*Réclamation au centre. Très bien ! Sur les bancs du parti socialiste.*)

Dans le même sens, on trouve une courte réaction du parlementaire socialiste Pierre Brizon¹⁴ où il définit la notion de « défaitisme gouvernemental »,

qui propage, dans la classe ouvrière et même dans la troupe, la démoralisation par d'innombrables procès d'opinion, des arrestations arbitraires, des brimades antisyndicales, par des menaces qui viennent déferler jusque dans les couloirs de la Chambre (*Mouvements divers*) et, en général, par la suppression de toutes nos libertés.

Brizon ose dire aussi :

M. Clemenceau n'a pas encore eu le temps de faire la guerre aux Allemands ; il a commencé par faire la guerre aux Français. (*Exclamations sur divers bancs.*)

[...]

M. le président du Conseil triomphe sans gloire, parce qu'il remporte des victoires sans péril.

Qu'a-t-il fait ? Il s'en est pris à des femmes qu'il a fait arrêter, emprisonner, parce que ces honnêtes femmes ont une autre conception des intérêts de la France que celle de M. Clemenceau.

Pendant la dernière année de la Grande Guerre, le terme *défaitisme* est un mot bien ancré dans le vocabulaire et qui désigne une posture non conformiste plus qu'une pensée politique. Un exemple intéressant tiré de la sphère intellectuelle est le titre d'une brochure éditée vers la fin de la guerre par Isabelle Debran, *Monsieur Romain Rolland initiateur du défaitisme*. Rolland y est désigné comme « le père du défaitisme intellectuel » (Introduction de Diodore, p. 7) responsable du développement du « virus du défaitisme » (p. 23).

14. Sur la protestation parlementaire de Pierre Brizon voir Haddad 2002.

Ainsi les discours de Clemenceau offrant un portrait aisément repérable de l'ennemi du front intérieur ont déclenché une polémique violente dans les milieux pacifistes. Les interventions officielles de Clemenceau ont contribué à la brutalisation verbale à l'encontre des pacifistes, manifestée par des modalités argumentatives visant essentiellement à assaillir l'adversaire. La spécificité de cette polémique réside principalement dans la redéfinition du terme *défaitisme* qui devient une modalité argumentative centrale dans le débat. La notion a gardé sa connotation défavorable, voire outrageuse, mais a été appliquée à l'adversaire. Les « inculpés » choisissent d'opter pour les mêmes règles du jeu que leurs « procureurs » : ils rétorquent en usant des tactiques polémiques mêmes utilisées contre eux. Cette technique de rétorsion permet non seulement de justifier et de valoriser leur position propre, mais aussi de proposer une nouvelle représentation de l'adversaire comme principal responsable de la perte de la France.

Bibliographie

- AMOSSY R., 1991, *Les idées reçues. Sémiologie du stéréotype*, Paris, Nathan.
— 2000, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Nathan.
- AMOSSY R. et HERSCHBERG-PIERROT. A., 1997, *Stéréotypes et clichés*, Paris, Nathan.
- ANGENOT M., 1982, *La parole pamphlétaire*, Paris, Payot.
- AUDOIN-ROUZEAU S. et BECKER A., 1997, « Violence et consentement : la « culture de guerre » » Rioux J.-P. et Sirinelli J.-F. (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil.
- 1998, *La Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Gallimard.
- BECKER J.-J., 1973, *Carnet B*, Paris, Klincksieck.
- 1997, *1917 en Europe : l'année impossible*, Bruxelles, Éditions Complexe.
- 1998, *Clemenceau : l'intraitable*, Paris, Éditions Liana Levi.
- 2001, Introduction, *14-18 Aujourd'hui. Today. Heute*, n° 4, *Marginaux, marginalité, marginalisation*.
- BOURDIEU P., 2001, *Langage et pouvoir politique*, Paris, Seuil.
- CASTEX H., 1998, *L'affaire du chemin des Dames*, Paris, Éditions Imago.
- CLEMENCEAU G., 1917, « L'homme enchaîné », *L'antipatriotisme devant le Sénat*, Paris, Éditions Payot.
- DEBRAN I., 1918, *Monsieur Romain Rolland initiateur du défaitisme*, introduction par Diodore, 2^e édition, Genève, Imprimerie Henri Jarrys, Treille.
- DUROSELLE J. B., 1994 et 2002, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918*, Paris, Perrin.

- HADDAD G., 2002, « Double adresse et censure : une argumentation pacifiste au parlement français. L'opposition de Pierre Brizon (1916) », Siess. J. et Valency G. (éd.), *La double adresse*, Paris, L'Harmattan.
- KERBRAT-ORECCHIONI C., 1980, *Le discours polémique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- KRIEGEL A., 1964, *Aux origines du communisme français*, Paris, Mouton & C^{ie}.
- KUPFERMAN F., 1974, « L'opinion française et le défaitisme pendant la Grande Guerre », *Relations internationales*, n° 2, p. 91100.
- MOSSE L. G., 1999, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, préface de S. Audoin-Rouzeau, Paris, Hachette.
- SLATER C., 1981, *Defeatists and their Enemies. Political Invective in France, 1914-1918*, Oxford, Oxford University Press.
- SOWERWINE A. et C., 1985, *Le Mouvement ouvrier français contre la guerre, 1914-1918*, vol. sur *La protestation syndicale*, Paris, EDHIS.

Résumé / Abstract / Compendio

La querelle du « défaitisme » en 1917

À la fin de 1917, Georges Clemenceau, dans sa déclaration ministérielle, désigne l'« ennemi intérieur » de la République : les pacifistes et les antimilitaristes. Cette intervention a déclenché dans les milieux pacifistes une virulente polémique contre le président. L'article examine les modalités argumentatives mises en place par les pacifistes pour défendre leurs positions. La spécificité de la protestation pacifiste en 1917 réside dans la réinterprétation du terme de *défaitisme*, nouveau concept qui devient modalité argumentative par le recours à la *rétorsion*.

Mots clés : polémique, culture de guerre, défaitisme, rétorsion.

The Quarrel of « Defeatism » in 1917

On the eve of 1917, in his ministerial declaration in Parliament, President Georges Clemenceau, singled out the « home front enemy » of the Republic : the pacifists and anti-militarists. His speech provoked an aggressive polemic in pacifist circles against the new President. This paper investigates the argumentative methods used by pacifist militants in defense of their position. Since 1917, a new argumentative feature appears in pacifist protest, namely the redefining of the term « defeatism » by retorsion.

Key words : polemic, war culture, defeatism, retorsion.

Galit Haddad

La querrela del « derrotismo » en 1917

Al fin de 1917, Clemenceau designa frente al Parlamento el « enemigo interior » de la República : los pacifistas y los antimilitaristas. Su declaración desencadena en los ambientes pacifistas una fuerte polémica contra el presidente. Este artículo examina las modalidades argumentativas desarrolladas por los pacifistas para defender sus posiciones. La especificidad de la protesta pacifista en 1917 radica en la reinterpretación del término « derrotismo », concepto novedoso que se vuelve modalidad argumentativa a través del recurso a la retorsión.

Palabras claves : polémica, cultura de guerra, derrotismo, retorsión.